



---

**Organe subsidiaire de mise en œuvre**

**Cinquante-sixième session**

Bonn, 6-16 juin 2022

Point 2 a) de l'ordre du jour provisoire

**Questions d'organisation**

**Adoption de l'ordre du jour**

**Ordre du jour provisoire annoté**

**Note de la Secrétaire exécutive**

**Additif**

**Ordre du jour provisoire supplémentaire**

**I. Introduction**

1. Le 19 avril 2022, le secrétariat a reçu une demande, formulée par l'État plurinational de Bolivie au nom des pays en développement animés du même esprit, visant à inscrire deux points à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI).
2. Conformément à l'article 12 du projet de règlement intérieur appliqué et en accord avec la Présidente du SBI, ces questions ont été inscrites à l'ordre du jour provisoire supplémentaire en tant que points 21 et 22.

**II. Ordre du jour provisoire supplémentaire<sup>1</sup>**

3. L'ordre du jour provisoire supplémentaire de la cinquante-sixième session du SBI, proposé après consultation avec la Présidente du SBI, se lit comme suit :
  1. Ouverture de la session.
  2. Questions d'organisation :
    - a) Adoption de l'ordre du jour ;
    - b) Organisation des travaux de la session ;
    - c) Échange de vues axé sur la facilitation dans le cadre du processus de consultation et d'analyse au niveau international ;
    - d) Activités prescrites.

---

<sup>1</sup> Les points communs aux ordres du jour des cinquante-sixième sessions du SBI et du SBSTA sont signalés par un astérisque.



3. Notification et examen des informations communiquées par les Parties visées à l'annexe I de la Convention :
  - a) État de la situation concernant la soumission et l'examen des communications nationales et des rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
  - b) Compilation-synthèse des rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
  - c) Rapports sur les données présentées dans les inventaires nationaux de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
  - d) Révision des modalités et procédures d'évaluation et d'examen au niveau international ;
  - e) Date d'achèvement du processus d'examen par les experts au titre de l'article 8 du Protocole de Kyoto pour la deuxième période d'engagement.
4. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention :
  - a) Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;
  - b) Apport d'un appui financier et technique ;
  - c) Rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;
  - d) Révision des modalités et lignes directrices relatives aux consultations et analyses internationales.
5. Questions relatives au registre du mécanisme pour un développement propre visées au paragraphe 75 b) de l'annexe de la décision 3/CMA.3.
6. Questions relatives au programme de travail visé au paragraphe 27 de la décision 1/CMA.3, dont l'objectif est de relever sans délai le niveau d'ambition en matière d'atténuation et d'accélérer l'application des mesures correspondantes\*.
7. Questions relatives au bilan mondial au titre de l'Accord de Paris\*.
8. Deuxième examen périodique de l'objectif global à long terme au titre de la Convention et des progrès d'ensemble accomplis en vue de sa réalisation\*.
9. Action commune de Koronivia pour l'agriculture\*.
10. Questions relatives aux pays les moins avancés.
11. Plans nationaux d'adaptation.
12. Questions relatives au Réseau de Santiago établi au titre du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques\*.
13. Mise au point et transfert de technologies et mise en place du Mécanisme technologique :
  - a) Relations entre le Mécanisme technologique et le Mécanisme financier de la Convention ;
  - b) Première évaluation périodique réalisée en application du paragraphe 69 de la décision 1/CP.21 ;
  - c) Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies.
14. Questions relatives au Fonds pour l'adaptation :
  - a) Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation ;
  - b) Quatrième examen du Fonds pour l'adaptation.

15. Questions relatives au renforcement des capacités :
  - a) Renforcement des capacités au titre de la Convention ;
  - b) Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto.
6. Questions relatives au forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, qui contribue à l'application de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris\*.
17. Questions de genre et changements climatiques.
18. Questions relatives à l'Action pour l'autonomisation climatique.
19. Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales.
20. Questions administratives, financières et institutionnelles :
  - a) Exécution du budget de l'exercice biennal 2020-2021 ;
  - b) Autres questions budgétaires ;
  - c) Examen continu des fonctions et des activités du secrétariat ;
  - d) Rapport annuel du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
21. Réunions au titre du Programme de travail Glasgow-Charm el-Cheikh sur l'objectif mondial en matière d'adaptation\*.
22. Questions relatives au dialogue de Glasgow sur les pertes et préjudices.
23. Questions diverses.
24. Clôture et rapport de la session.

### III. Annotations

#### 21. Programme de travail Glasgow-Charm el-Cheikh sur l'objectif mondial en matière d'adaptation\*

4. *Rappel* : Une proposition, formulée par l'État plurinational de Bolivie au nom des pays en développement animés du même esprit, visant à inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de la présente session a été reçue le 19 avril 2022. La demande était accompagnée des motifs qui sont reproduits en annexe tels que reçus.

5. *Mesure à prendre* : Le SBI et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique seront invités à examiner cette question et à prendre toute mesure qu'ils jugeront appropriée.

#### 22. Questions relatives au dialogue de Glasgow sur les pertes et préjudices

6. *Rappel* : Une proposition, formulée par l'État plurinational de Bolivie au nom des pays en développement animés du même esprit, visant à inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de la présente session a été reçue le 19 avril 2022. La demande était accompagnée des motifs qui sont reproduits en annexe tels que reçus.

7. *Mesures à prendre* : Le SBI sera invité à examiner cette question et à prendre toute mesure qu'il jugera appropriée.

## Annexe

### **Motifs donnés par l'État plurinational de Bolivie, au nom des pays en développement animés du même esprit, pour justifier l'inscription de deux points à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre**

[Anglais seulement]

On behalf of the LMDC, the Plurinational State of Bolivia is submitting this written proposal pursuant to Rule 12 of the Rules of Procedure of the COP/CMA as applied to their subsidiary bodies to add the following items to the provisional agenda of the fifty-sixth session of the Subsidiary Bodies to be held in Bonn, 6-16 June 2022.

#### **1. A joint agenda item for the SBSTA and SBI titled 'Glasgow–Sharm el-Sheikh work programme on the global goal on adaptation'.**

**Rationale:** At Glasgow, Parties decided “to establish and launch a comprehensive two-year Glasgow–Sharm el-Sheikh work programme on the global goal on adaptation” (para 2 of decision 7/CMA.3 on Glasgow–Sharm el-Sheikh work programme on the global goal on adaptation).”

It was further decided that the work programme will be carried out jointly by the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice and the Subsidiary Body for Implementation (para 4 of the decision) and “Invites the subsidiary bodies to carry out the work programme...” (para 5 of the decision).

We have noted that in the annotated provisional agendas for the 56<sup>th</sup> SBs issued by the Executive Secretary on 28 March 2022,<sup>[1]</sup> under agenda item 2(c)(i) under ‘Mandated events’ as ‘Events under the Glasgow–Sharm el-Sheikh work programme on the global goal on adaptation’ is listed.

The mandated event should, however, be undertaken in the context of continued work by the SBs to ensure that the outcomes of the work programme of the global goal on adaptation (GGA) are duly reflected in appropriate recommendations from the SBs for the consideration of the CMA.

It must be recalled that para 7 of decision 7/CMA.3, sets out the objectives of the GGA work programme, while para 9 states that the activities of the work programme should build on the work of the Adaptation Committee, while drawing “on a variety of sources of information and inputs, including national adaptation plans and adaptation communications, take into account traditional knowledge, knowledge of indigenous peoples and local knowledge systems, and be gender-responsive”.

The decision via para 13 also invited Parties to provide submissions on their views on how to achieve the objectives under the work programme;

Para 15 of the decision requests the secretariat to prepare, under the guidance of the Chairs of the subsidiary bodies, a compilation and synthesis of those submissions for consideration at the workshops and para 16 also requests the secretariat to prepare, under the guidance of the Chairs of the subsidiary bodies, a single annual report on the workshops for consideration at the sessions of the SB, coinciding with the sessions of the CMA.

Further, para 17 “Invites the SBs to report annually to the CMA, taking into account the report referred to in paragraph 16 above, on progress in implementing the work programme with a view to recommending a draft decision thereon for consideration and adoption by the CMA its fifth session (November 2023). (Emphasis added).

Since the SBs have to report annually to the CMA, it is necessary for the agendas of the SBs to have a dedicated agenda item called “Matters relating to the Glasgow-Sharm-el-Sheikh work programme on the GGA”, beginning with the 56<sup>th</sup> session of the SBs.

This means that in addition to the agenda items under 2(c)(i) in relation to the GGA work programme as a mandated event, there must also be a separate agenda item on matters relating to the GGA work programme at the 56<sup>th</sup> session of SBs.

## **2. An agenda item for the SBI titled, ‘Matters relating to the Glasgow Dialogue on Loss and Damage’.**

**Rationale:** The CMA under paras. 73 and 74 of decision 1/CMA.3 established the Glasgow Dialogue to discuss the arrangements for the funding of activities to avert, minimize and address loss and damage associated with the adverse impacts of climate change, to take place in the first sessional period of each year of the Subsidiary Body for Implementation, concluding at its sixtieth session (June 2024) and requested the Subsidiary Body for Implementation to organize the Glasgow Dialogue in cooperation with the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts. These paragraphs were endorsed by the COP under para. 43, decision 1/CP.26.

In paragraph 2(d)(ii) of the annotated provisional agenda for SBI56 issued by the Executive Secretary on 28 March 2022,<sup>[2]</sup> the Glasgow Dialogue is listed as one of the mandated events that will take place during SBI56. The mandated event should, however, be undertaken in the context of continued work by the SBI on loss and damage finance-related issues to ensure that the outcomes of the Glasgow Dialogue are duly reflected in appropriate recommendations from the SBI for the consideration of the COP/CMA.

This means that in addition to paragraph 2(d)(ii) in relation to the Glasgow Dialogue as a mandated event, there must also be a separate agenda item on matters relating to the Glasgow Dialogue at SBI56. This will complement the existing agenda item 12 on matters relating to the Santiago Network that is reflected in the provisional agenda.

It is necessary to ensure that the discussions and progress of the Glasgow Dialogue is consistent and coherent with the progress made in strengthening the UNFCCC and its Paris Agreement’s institutional arrangements in relation to loss and damage and Parties’ actions in this regard. The work in relation to the Glasgow Dialogue cannot be treated separately from the work being undertaken through the WIM Executive Committee and its expert groups and task forces and the work relating to the Santiago Network on Loss and Damage.

This means that through the SBI and, ultimately the COP and CMA, Parties should exercise political oversight with respect to the progress and process of the Glasgow Dialogue, including through the development of recommendations by the SBI for draft decisions relating to the progress and process of the Glasgow Dialogue for the consideration of the COP and CMA at COP27/CMA4, COP28/CMA5, and COP29/CMA6, in relation to the establishment of the Loss and Damage Finance Facility.

Such an approach is consistent with the COP and CMA’s reiteration of the urgency of scaling up action and support, as appropriate, including finance, technology transfer and capacity-building, for implementing approaches for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change in developing country Parties that are particularly vulnerable to these effects; their acknowledgement of the importance of coherent action to respond to the scale of needs caused by the adverse impacts of climate change; and their resolve to strengthen partnerships between developing and developed countries, funds, technical agencies, civil society and communities to enhance understanding of how approaches to averting, minimizing and addressing loss and damage can be improved (see paras. 61 and 71-72, decision 1/CMA.3, and paras. 39 and 44-45, decision 1/CP.26).

<sup>[1]</sup> [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbi2022\\_1\\_adv.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbi2022_1_adv.pdf) This is also the case in relation to the SBSTA agenda as the GGA is a joint-item of the SBs.

<sup>[2]</sup> [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbi2022\\_1\\_adv.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbi2022_1_adv.pdf).